

## **L'HEURE DES PEUPLES (\*) ...**

*M. Léon Jouhaud fait partie de la délégation interalliée qui va présenter à l'American Federation of Labour le mémorandum élaboré par la récente Conférence de Londres. Avant son départ, le Secrétaire général de la C.G.T. française a bien voulu résumer ici la conception qu'il défendra en Amérique, sur l'action des peuples dans l'organisation internationale de la paix.*

-----

La guerre a précipité l'évolution des idées.

Combien de gens n'avaient jamais conçu jusqu'ici d'autre idéal, sur le terrain de l'équilibre des forces mondiales, que celui constitué par le jeu des alliances à la fois offensives et défensives. Égaliser les forces, se mettre à l'abri des violences possibles, était jusqu'aujourd'hui regardé comme besogne de gouvernements. Sans consulter les populations, ceux-ci avaient le droit non contesté, de river leurs gouvernés à d'autres nations, sans que ceux-ci puissent protester, sans même qu'ils sachent les engagements pris en leur nom, ne connaissant de ces alliances que les charges qui de ce fait pesaient sur eux. Si à l'heure présente, il est encore des gens partisans de la diplomatie secrète, l'on peut dire que ce ne sont là que des exceptions et que la presque totalité de notre nation a enfin compris tous les dangers que recelaient ces pratiques occultes. Considérée comme dangereuse pour l'avenir des peuples et attentatoire à la dignité des nations, la diplomatie secrète est presque universellement condamnée.

Les peuples ont la prétention très légitime, de contrôler les actes passés en leur nom et de rester les maîtres de leurs destinées.

Acceptant les nécessités de la défense nationale, les peuples entendent cependant tirer de leurs sacrifices actuels, l'émancipation de la tutelle enlisante dans laquelle les a tenus trop longtemps la diplomatie officielle. La démocratie sociale s'est développée et fortifiée au cours de ces années de douleurs, elle a pris conscience de sa force, elle ne veut plus demain être entravée dans sa marche, par des gens, dont la grande majorité ne doivent leur situation qu'au prestige du nom et à l'apparat dont ils s'entourent.

La diplomatie officielle est un corps d'État, en retard sur l'évolution sociale, ses pratiques, ses idées ne cadrent plus avec les nécessités du progrès, elle doit donc disparaître et être remplacée par une diplomatie de grand jour, faite avec le consentement préalable des peuples et dirigée par des hommes, que leurs connaissances, que leur intelligence éveillée à tous les problèmes sociaux internationaux, auront seuls désigné pour remplir ces missions.

D'ailleurs, après la déclaration du Président Wilson, la *Société des Nations*, est la base rationnelle de l'organisation du monde de demain, les conceptions diplomatiques d'hier, doivent faire place à des vues plus larges plus hautes inspirées des larges souffles d'une humanité, en enfantement d'un monde nouveau.

Le principe de «la liberté des peuples à se déterminer eux-mêmes» ne veut nullement dire reconstitution des nationalités, avec cloisons étanches entre elles. L'indépendance des nationalités ne peut être assurée que par la soudure de toutes les nations, par des principes d'entraide, garantie par une organisation internationale possédant les pouvoirs politiques et juridiques nécessaires pour l'accomplissement de sa fonction.

L'idée de l'indépendance des nationalités a donc engendrée la conception de la *Société des Nations*. En se faisant le prophète et le propagateur de cet idéal nouveau, le président Wilson n'a fait que synthétiser et préciser les aspirations plus ou moins vagues qui existaient chez tous les peuples.

Cette conception a été acceptée d'enthousiasme par les travailleurs organisés de ce pays, parce que, elle était déjà leur.

Nous rappelons pour mémoire la réponse de la *Confédération Générale du Travail* en novembre 1914, à la proposition de l'*American Federation of Labour*, de tenir un congrès international ouvrier aux mêmes lieu et place que la conférence de la paix. Dans cette réponse la C.G.T., formule déjà la nécessité pour la stabilité de la paix de recourir à une organisation nouvelle des rapports entre les différents États.

C'est ensuite la *Conférence interalliée ouvrière et socialiste*, qui, à Londres, en février 1915, pose les mêmes principes comme conclusion à la guerre. A Leeds, septembre 1916, les organisations ouvrières interalliées établissent la *Charte internationale du travail*; ces mêmes groupements syndicaux, confirment ce point de vue en le précisant, à Londres, juillet 1917; c'est enfin la nouvelle *Conférence interalliée, ouvrière et socialiste*, tenue à Londres en février 1918, qui reprenant les propositions de paix du président Wilson, en fait le pivot de l'action commune des prolétariats de l'*Entente* et les proposent comme directives aux prolétariats des empires centraux, afin qu'elles deviennent la base de l'action internationale des forces démocratiques.

Ce sont ces idées, cette conception de la direction morale de la guerre, pour aboutir le plus rapidement possible à la paix juste et durable, que la délégation ouvrière et socialiste, issue de la conférence interalliée de Londres, va aller exposer aux organisations ouvrières américaines.

Cette délégation représente-t-elle les seules forces ouvrières et socialistes des pays de l'*Entente*, nous pouvons répondre que, à l'heure où nous sommes, sont coalisées à elles, toutes les forces vives de nos démocraties.

C'est en ce qu'elle ne se présente pas comme simplement représentative des forces groupées dans les deux organisations, C.G.T. et *Parti socialiste*, mais comme l'interprète de l'immense majorité des populations, que réside sa puissance d'influence. Par elle s'affirmera cette vérité, que la politique internationale que le Président Wilson a déclarée indispensable pour la paix du droit, ne peut exister et agir qu'en reposant sur les forces populaires.

C'est de la volonté des peuples, de leur action coordonnée, que dépend la paix durable, la plus proche possible et par elle la naissance du monde nouveau que nous souhaitons tous.

En allant demander à nos camarades américains d'être à nos côtés dans l'œuvre entreprise, nous souhaitons associer également à notre action le président Wilson et avec lui toute la démocratie américaine. Pour vaincre les dernières résistances, qui s'opposent à l'avènement des peuples, à la complète liberté de disposer d'eux-mêmes, il faut la coalition de tous les esprits justes, ouverts et clairvoyants.

Puissions-nous la rapporter de notre délégation, nous aurons alors réalisé une grande chose et permis à la conférence internationale de demain, d'accomplir son œuvre de préparation normale des prolétariats de tous les pays à l'ère nouvelle qui s'ouvre.

**Léon JOUHAUX,**  
*Secrétaire général de la*  
*Confédération générale du Travail.*

-----